

Sujet Leçon blanche (droit constitutionnel)
12 mars 2024

U.S. Supreme Court

Brown v. Board of Education, 347 U.S. 483 (1954)
347 U.S. 483

Brown et al. V. Board of education of Topeka et al.
Appel de la Cour de district des Etats-Unis pour le district du Kansas No. 1¹

Entendu le 9 décembre 1952, Réentendu le 8 décembre 1953
Décidé le 17 mai 1954

[...]

Opinion de la Cour (Warren Président) :

Ces affaires nous viennent des États du Kansas, de la Caroline du Sud, de la Virginie et du Delaware. Elles reposent sur des faits différents et des conditions locales différentes, mais une question juridique commune justifie leur prise en compte commune dans une opinion consolidée. (Note 1) [347 U.S. 483, 487]

Dans chacune de ces affaires, des mineurs de race noire par l'intermédiaire de leurs représentants légaux, sollicitent l'aide des Cours pour obtenir l'admission dans les écoles publiques de leur communauté sur une base non ségréguée. Dans chaque affaire, [347 U.S. 483, 488] ils se sont vus refuser l'admission dans des écoles fréquentées par des enfants blancs en vertu des lois imposant ou permettant la ségrégation en fonction de la race. Cette ségrégation aurait privé les requérants de l'égalité de protection des lois en vertu du 14^e amendement. Dans chacune de ces affaires à l'exception de celle du Delaware, un tribunal fédéral de district composé de trois juges refusa d'accorder aux demandeurs une réparation fondée sur la doctrine dite « séparés mais égaux » annoncée par cette Cour dans *Plessy v. Ferguson*, 163 U.S. 537. En vertu de cette doctrine, l'égalité de traitement est accordée lorsque les races bénéficient substantiellement de facilités égales, même si elles sont séparées. Dans l'affaire Delaware, la Cour suprême du Delaware a adhéré à cette doctrine, mais a ordonné que les plaignants soient admis dans les écoles blanches en raison de leur supériorité sur les écoles noires. Les requérants soutiennent que les écoles publiques séparées ne sont pas "égales" et ne peuvent pas être rendues "égales" et qu'elles sont donc privées de l'égalité de protection des lois. En raison de l'importance évidente de la question posée, la Cour a accepté de se saisir de l'affaire. (Note 2)

¹ La traduction ici utilisée est celle qui a été faite par Marie Sissoko, « Brown et al. v. Board of Education of Topeka et al. 347 U.S. 483 (1954). Un mythe jurisprudentiel », *Jus politicum*, n°24 (mémoire) <https://juspoliticum.com/article/Brown-et-al-v-Board-of-Education-of-Topeka-et-al-347-U-S-483-1954-Un-mythe-jurisprudentiel-1346.html> [consulté le 8 mars 2024]

Un premier tour de plaidoiries se déroula au cours de la session de 1952, un deuxième tour de plaidoiries eut lieu lors de cette session à propos de certaines des questions posées par la Cour. (Note 3) [347 US 483, 489]

Le nouveau tour de plaidoiries fut largement consacré aux circonstances entourant l'adoption du Quatorzième amendement en 1868. Elle couvrit de manière exhaustive l'examen de l'Amendement au Congrès, sa ratification par les États, les pratiques existantes en matière de ségrégation raciale et les points de vue des partisans et des opposants à l'amendement. Cette discussion et nos propres travaux nous ont convaincus, que bien que ces sources jettent bien quelques lumières, elles ne suffisent pas à résoudre le problème auquel nous sommes confrontés. Au mieux, elles ne sont pas concluantes. Les plus fervents partisans des Amendements de l'Après-Guerre souhaitaient sans nul doute que soient supprimés toutes les distinctions juridiques entre « toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis ». Leurs opposants, tout aussi certainement, étaient opposés à la fois à la lettre et l'esprit des Amendements et souhaitaient que ceux-ci aient l'effet le plus limité. Ce que d'autres membres du Congrès et des assemblées législatives des États avaient à l'esprit ne peut être déterminé avec quelque degré de certitude.

Une autre raison de la nature peu concluante de l'histoire de l'Amendement au regard des écoles ségréguées est le statut de l'éducation publique à cette époque. (Note 4) Au Sud, le mouvement en faveur d'écoles communes libres [347 U.S. 483, 490], financées par une imposition générale, n'était pas encore acquis. L'éducation des enfants blancs était en grande Partie entre les mains de groupes privés. L'éducation des enfants noirs était presque inexistante, et l'ensemble de la race était pratiquement illettré. Dans les faits, dans certains États, toute éducation des enfants noirs était interdite par la loi. Aujourd'hui, à l'inverse, de nombreuses personnes noires ont connu des succès remarquables dans le domaine des arts et des sciences, ainsi que dans le monde des affaires et professionnel. Il est vrai que l'enseignement public au moment de l'Amendement avait progressé davantage dans le Nord, mais l'effet de l'Amendement sur les États du Nord était généralement ignoré lors des débats au Congrès. Même dans le Nord, les conditions de l'éducation publique ne ressemblent pas à celles qui existent aujourd'hui. Le programme était généralement assez rudimentaire ; les écoles à classe unique étaient communes dans les zones rurales ; la période scolaire n'était que de trois mois par an dans de nombreux États ; la scolarité obligatoire était pratiquement inconnue. En conséquence, il n'est pas surprenant qu'il y ait si peu d'informations à tirer l'histoire du Quatorzième amendement en relation avec l'effet recherché sur l'éducation publique.

Dans les premières affaires de cette Cour où a été interprété le Quatorzième amendement, décidées peu après son adoption, la Cour l'interpréta comme prohibant toutes les discrimination imposées par l'État contre la race noire. (Note 5) La doctrine de [347 U.S. 483, 491] « séparés mais égaux » n'apparut devant cette Cour qu'en 1986 dans l'affaire Plessy v. Ferguson, précitée, visant non pas l'éducation mais les transports. (Note 6) Les Cour Américaines ont depuis élaboré la doctrine depuis plus d'un demi-siècle. Il y eut devant cette Cour, six affaires impliquant la doctrine « séparés mais égaux » dans le domaine de l'éducation. (Note 7) Dans Cumming v. County Board of Education, 175 U.S. 528, et Gong Lum v. Rice, 275 U.S. 78, la validité de la doctrine elle-même ne fut pas contestée (Note 8). Dans des affaires plus récentes, toutes au niveau des études supérieures [347 U.S. 483, 492], une inégalité a été constatée dans le sens où des avantages spécifiques dont bénéficient les étudiants blancs ont été refusés aux étudiants noirs ayant les mêmes qualifications universitaires. Missouri ex rel. Gaines v. Canada, 305 U.S. 337 ; Sipuel v. Oklahoma, 332 U.S. 631 ; Sweatt v. Painter, 339 U.S. 629 ; McLaurin v. Oklahoma State Regents, 339 U.S. 637. Dans aucune de ces affaires il n'a été nécessaire de

réexaminer la doctrine pour accorder réparation au plaignant de couleur. Et dans *Sweatt v. Painter*, précipité, la Cour a expressément réservé sa décision sur la question de savoir si *Plessy v. Ferguson* devait être tenu pour applicable à l'éducation publique.

En l'espèce, cette question est directement posée. Ici, à l'inverse de *Sweatt v. Painter*, il a été établi que les écoles noires et blanches ont été rendues égales ou sont sur le point de l'être, en ce qui concerne les bâtiments, les programmes d'études, les qualifications et les salaires des professeurs and d'autres facteurs tangibles. (Note 9) Notre décision, ne peut être basée sur une simple comparaison terme à terme dans chaque espèce, des conditions actuelles dans les écoles noires et dans les écoles blanches. Nous devons plutôt examiner l'effet de la ségrégation elle-même sur l'éducation publique. En abordant ce problème, nous ne pouvons pas remonter l'horloge à 1868 quand l'Amendement fut adopté ou même en 1896 quand *Plessy v. Ferguson* fut écrit. Nous devons considérer l'éducation publique à la lumière de son entier développement et de sa place actuelle dans la vie américaine à travers [347 U.S. 483, 493] toute la Nation. Ce n'est qu'ainsi que pourra être déterminé si la ségrégation dans les écoles publiques prive les requérants de l'égalité protection des lois.

Aujourd'hui l'éducation est peut-être la fonction la plus importante des gouvernements étatiques et locaux. Les lois de scolarité obligatoire et les dépenses considérables consacrées à l'éducation témoignent toutes deux de notre reconnaissance de l'importance de l'éducation dans une société démocratique. Elle est nécessaire à l'accomplissement de nos responsabilités publiques les plus fondamentales, même dans le service des forces armées. Elle est le fondement même d'une bonne citoyenneté. Aujourd'hui, il s'agit d'un instrument essentiel pour sensibiliser l'enfant aux valeurs culturelles, le préparer à une formation professionnelle et l'aider à s'adapter normalement à son environnement. De nos jours, il est douteux que l'on puisse raisonnablement attendre d'un enfant qu'il réussisse dans la vie, si on lui refuse la possibilité de s'instruire. Une telle opportunité, lorsque l'État s'est engagé à la fournir, est un droit qui doit être mis à la disposition de tous à des conditions égales.

Nous arrivons ainsi à la question posée : la ségrégation des enfants dans les écoles publiques uniquement en raison de leur race même si les installations matérielles et d'autres facteurs « tangibles » peuvent être égaux, prive-t-elle les enfants du groupe minoritaire de possibilités égales en matière d'éducation ? Nous croyons que oui.

Dans l'arrêt *Sweatt v. Painter*, précité, concluant qu'une école de droit distincte pour les Noirs ne pouvait pas leur offrir des chances égales en matière d'éducation, notre Cour s'est largement appuyée sur "les qualités qui ne peuvent être mesurées de manière objective, mais qui font la grandeur d'une faculté de droit . ". Dans l'affaire *McLaurin c. Oklahoma State Regents*, précitée, la Cour, en exigeant qu'une personne noire admise dans une école supérieure réservée aux personnes blanches soit traitée comme tous les autres étudiants, a de nouveau eu recours à des considérations intangibles: "... Sa capacité d'étudier, de participer à des discussions et échanger des points de vue avec d'autres étudiants et, en général, d'apprendre son métier. " [347 US 483, 494] De telles considérations s'appliquent encore avec d'autant plus de force aux enfants des écoles primaires et secondaires. Les séparer d'autres personnes du même âge et de qualifications similaires uniquement à cause de leur race génère un sentiment d'infériorité quant à leur position sociale dans la communauté, susceptible d'affecter leurs cœurs et leurs esprits d'une manière probablement irréparable. L'effet de cette séparation sur leurs possibilités d'éducation a été clairement exposé par une décision rendue dans l'affaire du Kansas par un tribunal qui s'est néanmoins senti obligé de débouter les requérants noirs :

« La ségrégation des enfants blancs et de couleur a un effet néfaste sur ces derniers. L'impact est d'autant plus grand qu'elle reçoit la sanction du droit ; en effet, la politique de séparation des races est généralement interprétée comme suggérant l'infériorité du groupe noir. Un sentiment d'infériorité affecte la motivation de l'enfant à apprendre. La ségrégation assortie d'une sanction légale a donc tendance à retarder le développement scolaire et mental des enfants noirs et à les priver de certains avantages qu'ils pourraient recevoir dans un système scolaire intégré. » (Note 10)

Quelle que soit l'étendue des connaissances psychologiques à l'époque de *Plessy v. Ferguson*, cette conclusion est amplement étayée par les travaux scientifiques modernes. (Note 11).

Tout langage dans *Plessy v. Ferguson* contraire à cette conclusion est rejetée.

Nous concluons que dans le domaine de l'éducation publique la doctrine « séparés mais égaux » n'a pas sa place. Les établissements séparés sont intrinsèquement inégaux. Dès lors, nous affirmons que les requérants et ceux qui se trouvent dans une situation analogue sont en raison de la ségrégation dont ils se plaignent privés de l'égle protection des lois garantie par le Quatorzième amendement. Cette décision rend inutile toute discussion sur le point de savoir si la ségrégation viole également la clause de Due Process du Quatorzième amendement. (Note 12)

Par ce que ces affaires font l'objet d'une action de groupe, par ce que la décision aura un vaste champ d'application, et du fait de la grande variété des conditions locales, la formulation des décrets dans ces affaires présente des problèmes d'une complexité considérable. Au cours des deuxièmes plaidoiries, la question de la réparation appropriée était nécessairement subordonnée à la question primordiale – la constitutionnalité de la ségrégation dans l'éducation publique. Nous avons annoncé qu'une telle ségrégation était un déni de l'égle protection des lois. Afin de bénéficier de toute l'assistance des parties dans la formulation des décrets, nous les maintenons inscrite au rôle de la Cour et les parties sont invitées à nous présenter des compléments de réponse aux questions 4 et 5 précédemment posées par la Cour pour cette session. (Note 13) Le procureur général [347 U.S. 483, 496] des États-Unis est de nouveau invité à participer. Les procureurs des États qui exigent ou permettant la ségrégation dans l'éducation publique sont également autorisés à comparaître en tant qu'*amici curiae* à condition de le faire savoir au plus tard le 15 septembre 1954 et à présenter des mémoires d'ici le 1^{er} octobre 1954. (Note 14)

Il en est ainsi décidé.

Notes de bas de page

(Note 1)

Dans l'affaire du Kansas, *Brown v. Board of Education*, les requérants sont des enfants noirs en âge d'aller à l'école élémentaire et résidant à Topeka. Ils ont intenté cette action devant le tribunal de district du Kansas aux États-Unis pour interdire l'application d'une loi du Kansas qui permet mais n'impose pas aux villes de plus 15 000 habitants de maintenir des établissements scolaires séparés pour les élèves noirs et blancs. Kan. Gen. Stat. 72-1724 (1949). En vertu de ce pouvoir, le comité scolaire de Topeka a décidé de créer des écoles élémentaires séparées. Les autres écoles publiques de la communauté cependant fonctionnent de manière non ségréguée. Le tribunal de district de trois juges convoqué sous l'ordre 28 U.S.C. 2281 et 2284, a constaté que la ségrégation dans l'éducation publique avait un effet préjudiciable sur les enfants noirs, mais a débouté les requérants au motif que les écoles noires et blanches étaient substantiellement égales au regard des bâtiments, des transports, les programmes et les qualifications pédagogiques des enseignants. 98 F. Supp. 797. Cette affaire est ici en appel 28 U.S.C. 1253. Dans l'affaire de la Caroline du Sud, *Briggs v. Elliott*, les requérants sont des enfants noirs en âge d'étudier dans le primaire et le secondaire résidant dans le comté de Clarendon. Ils intentèrent cette action devant le Tribunal de district de la Caroline du Sud afin d'interdire l'application des dispositions de la Constitution de l'État et du code statutaire qui exigent la ségrégation des noirs et des blancs dans les écoles publiques. S. C. Const., Art. XI, 7; S. C. Code 5377 (1942). Le tribunal de district de trois juges, convoqué sous l'ordre 28 U.S.C. 2281 et 2284 a débouté les requérants. Le tribunal a estimé que les écoles noires étaient inférieures aux écoles blanches et a ordonné aux défendeurs de commencer immédiatement à égaliser les installations. Cependant, la Cour confirma la validité des dispositions contestées et refusa d'ordonner l'admission des requérants [347 U.S. 483, 487] dans les écoles réservées aux blancs au cours du processus d'égalisation. 98 F. Supp. 529. Notre Cour a annulé le jugement du tribunal de district et a renvoyé l'affaire aux fins de recueillir l'avis de la Cour sur un rapport déposé par les défendeurs concernant les progrès réalisés dans le programme d'égalisation. 342 U.S. 350. Lors du renvoi, le tribunal de district a constaté qu'une égalité substantielle avait été réalisée à l'exception des bâtiments, les défendeurs se virent imposés de remédier également à cette inégalité. 103 F. Supp. 920. L'affaire est de nouveau en appel direct au titre de 28 U.S.C. 1253. Dans l'affaire de la Virginie, *Davis v. County School Board*, les requérants sont des enfants noirs en âge d'étudier à l'école primaire résidant dans le comté de Prince Edward. Ils intentèrent cette action devant le tribunal de District des États pour le district de la Virginie afin d'interdire l'application des dispositions de la Constitution de l'État et du code statutaire la séparation des noirs et des blancs dans les écoles publiques Va. Const., 140; Va. Code 22-221 (1950). Le tribunal de district de trois juges, convoqué sous l'ordre 28 U.S.C. 2281 et 2284 débouta les requérants. La Cour a estimé que l'école réservée aux noirs était inférieure en termes d'installations physiques, de programmes, et de moyens de transport et ordonna aux défendeurs de fournir des programmes, et des moyens de transport substantiellement égaux et de procéder avec « toute la diligence raisonnable pour éliminer » l'inégalité des moyens matériels. Mais comme dans l'affaire de Caroline du Sud, la Cour a jugé valides les dispositions contestées et refusé aux requérants l'admission dans les écoles réservées aux blancs pendant la durée du programme d'égalisation. 103 F. Supp. 337. Cette affaire est ici en appel direct sous 28 U.S.C. 1253. Dans l'affaire du Delaware, *Gebhart v. Belton*, les requérants sont des enfants noirs en âge d'étudier à l'école primaire résidant dans le comté de New Castle. Ils intentèrent cette action devant la Cour du Delaware dans le but d'empêcher l'application des dispositions de la constitution de l'État et du code statutaire qui exige la séparation des noirs et des blancs dans les écoles publiques. Del. Const., Art. X, 2; Del. Rev. Code 2631 (1935). Le Chancelier a rendu son jugement en faveur des requérants et ordonné leur admission immédiate dans des écoles fréquentées auparavant uniquement par des enfants blancs, au motif que les écoles réservées aux enfants noirs étaient inférieures en ce qui concerne la formation des enseignants, le ratio élèves / enseignants, les activités extra scolaires, le temps et la distance concernée dans les déplacements [347 U.S. 483, 488]. 87 A. 2d 862. Le Chancelier a également constaté que la ségrégation elle-même entraînait une éducation inférieure pour les enfants noirs (voir note 10 infra) mais il n'a pas basé sa décision sur ce motif. Id., à 865. L'ordonnance du Chancelier a été confirmée par la Cour Suprême du Delaware, qui a toutefois laissé entendre que les défendeurs pourraient obtenir une modification de cette ordonnance après l'égalisation des écoles blanches et noires. 91 A. 2d 137, 152. Les défendeurs soutenant uniquement que les Cours du Delaware avait commis une erreur en ordonnant l'admission immédiate des requérants dans les écoles réservées aux blancs, demandèrent à la Cour un certiorari. Le writ of certiorari fut accordé 344 U.S. 891. Les demandeurs qui ont obtenu gain de cause n'ont pas présenté de demande reconventionnelle.

(Note 2)

344 U.S. 1, 141, 891.

(Note 3)

345 U.S. 972 . Le procureur général des États-Unis participa aux deux sessions comme *amicus curiae*.

(Note 4)

Pour une étude générale du développement de l'éducation publique avec l'Amendement voir, Butts and Cremin, *A History of Education in American Culture* (1953), Pts. I, II; Cubberley, *Public Education in the United States* (1934 ed.), cc. Les pratiques scolaires à l'époque de l'adoption du Quatorzième amendement sont décrites dans Butts and Cremin, *supra*, à 269-275; Cubberley, *supra*, à 288-339, 408-431; Knight, *Public Education in the South* (1922), cc. VIII, IX. Voir également H. Ex. Doc. No. 315, 41st Cong., 2d Sess. (1871). Bien que la demande pour des écoles publiques gratuites ait suivi le même développement au Nord et au Sud, le développement dans le Sud ne commença à prendre de l'ampleur que vers 1850, soit une vingtaine d'années plus tard, dans le Nord. Les raisons du développement plus lent dans le Sud (par exemple, le caractère rural du Sud et les différentes attitudes régionales à l'égard de l'aide publique) sont bien expliqués dans Cubberley, *supra*, à 408-423. Dans l'ensemble du pays mais particulièrement dans le Sud du pays, la Guerre [347 U.S. 483, 490] a pratiquement interrompu tout progrès en matière d'éducation publique *Id.*, à 427- 428. Le faible statut de l'éducation des noirs dans toutes les régions du pays, avant et après la guerre, est décrit dans Beale, *A History of Freedom of Teaching in American Schools* (1941), 112-132, 175-195. Les lois sur la fréquentation scolaire obligatoire n'ont généralement été adoptées qu'après la ratification du Quatorzième amendement et ce n'est qu'en 1918 que de telles lois sont entrées en vigueur dans tous les États. Cubberley, *supra*, à 563-565.

(Note 5)

Slaughter-House Cases, 16 Wall. 36, 67-72 (1873); *Strauder v. West Virginia*, 100 U.S. 303, 307 -308 (1880): « Il est interdit à tout État de priver une personne de la vie, de la liberté, de la propriété sans due process of law, ou de refuser à toute personne relevant de sa juridiction l'égal protection des lois. Qu'est-ce que cela pouvait être d'autre [347 U.S. 483, 491] que déclarer que la loi aux États-Unis doit être la même pour les noirs et pour les blancs ; que toutes les personnes qu'elles soient de couleur ou blanches, sont sur un pied d'égalité devant la loi des États et que, en ce qui concerne la race de couleur pour la protection de laquelle l'Amendement a été créé et qu'aucune discrimination ne doit être faite contre eux par la loi en raison de leur couleur ? Les termes de l'amendement, il est vrai, sont prohibitifs, mais ils contiennent nécessairement une implication d'une immunité positive, ou un droit, le plus précieux pour la race de couleur, - le droit d'être exempté de législation hostile contre comme personne de couleur, - exemption des discriminations juridiques, impliquant l'infériorité dans la société civile, amoindissant la jouissance des droits dont jouissent les autres, et discriminations qui sont des pas pour les réduire à leur condition de sujet d'une race. Voir également *Virginia v. Rives*, 100 U.S. 313, 318 (1880); *Ex parte Virginia*, 100 U.S. 339, 344 -345 (1880).

(Note 6)

La doctrine semble avoir son origine dans *Roberts v. City of Boston*, 59 Mass. 198, 206 (1850), affirmant que la ségrégation scolaire *against attack* comme étant une violation d'une garantie constitutionnelle d'État de l'égalité. La ségrégation dans les écoles publiques de Boston fut éliminée en 1855. Mass. Acts 1855, c. 256. Mais partout dans le Nord la ségrégation dans l'éducation publique a persisté dans certaines communautés jusqu'à ces dernières années. Il est évident qu'une telle ségrégation est depuis longtemps un problème national, et pas simplement un problème sectoriel.

(Note 7)

Voir aussi *Berea College v. Kentucky*, 211 U.S. 45 (1908).

(Note 8)

Dans l'affaire *Cumming*, les contribuables de couleur ont demandé une injonction enjoignant à la commission scolaire défenderesse d'interrompre le fonctionnement d'une école secondaire réservée aux enfants blancs jusqu'à la reprise des activités d'une école secondaire réservée aux enfants noirs. De même, dans l'affaire *Gong Lum*, le requérant, un enfant d'origine chinoise, a seulement affirmé que les autorités de l'État avaient mal appliqué la doctrine en le classant comme enfant noir et l'obligeant à fréquenter une école noire.

(Note 9)

Dans l'affaire du Kansas, le tribunal inférieur a conclu à une égalité substantielle de tous ces facteurs. 98 F. Supp. 797, 798. Dans l'affaire de la Caroline du Sud, le tribunal inférieur a conclu que les défendeurs procédaient « promptement et de bonne foi pour se conformer à l'ordonnance de la cour » 103 F. Supp. 920, 921. Dans l'affaire de Virginie, la cour inférieure a noté que le programme d'égalisation était « en marche et progressait » (103 F. Supp. 337, 341); Depuis lors, nous avons été informé, dans le mémoire du procureur général de la Virginie pour les secondes plaidoiries, que le programme était désormais achevé. Dans l'affaire du Delaware, la cour inférieure a noté de la même manière que le programme d'égalisation était bien engagé. 91 A. 2d 137, 149.

(Note 10)

L'affaire du Delaware a abouti à la même conclusion : « Je conclus du témoignage, que dans notre société du Delaware, la ségrégation imposée par l'État dans le système scolaire a pour résultat, que les enfants noirs en tant que classe bénéficient de possibilités d'enseignement nettement inférieures à celles offertes aux enfants blancs pour autant dans la même position » 87 A. 2d 862, 865.

(Note 11)

K. B. Clark, *Effect of Prejudice and Discrimination on Personality Development* (Midcentury White House Conference on Children and Youth, 1950); Witmer et Kotinsky, *Personality in the Making* (1952), c. VI; Deutscher et Chein, *The Psychological Effects of Enforced Segregation: A Survey of Social Science Opinion*, 26 *J. Psychol.* 259 (1948); Chein, *What are the Psychological Effects of [347 U.S. 483, 495] Segregation Under Conditions of Equal Facilities?*, 3 *Int. J. Opinion and Attitude Res.* 229 (1949); Brameld, *Educational Costs, in Discrimination and National Welfare* (MacIver, ed., (1949), 44-48; Frazier, *The Negro in the United States* (1949), 674-681. Et voir en général Myrdal, *An American Dilemma* (1944).

(Note 12)

Voir *Bolling v. Sharpe*, post, p. 497, au sujet de la clause de Due Process du Quinzième amendement.

(Note 13)

Question 4 : En supposant qu'il soit décidé que la ségrégation dans les écoles publiques constitue une violation du Quatorzième amendement (a) une ordonnance doit-elle nécessairement s'ensuivre prévoyant que, dans les limites [347 U.S. 483, 496] fixées par la répartition scolaire géographique normale, les enfants noirs devraient être immédiatement admis dans les écoles de leur choix, ou (b) cette Cour peut-elle, dans l'exercice de ses pouvoirs d'équité, autoriser de réaliser la mise en place d'un ajustement progressif effectif des systèmes séparés existants vers un système non fondé sur des distinctions de couleur ? Question 5 : En partant de l'hypothèse sur lesquelles les questions 4 (a) et (b) sont fondées, et en supposant en outre que cette Cour exercera ses pouvoirs d'équité comme indiqué à la question 4 b) : (a) Cette Cour doit-elle formuler des ordonnances détaillées dans ces affaires ; (b) dans l'affirmative, quels problèmes spécifiques doivent être réglés par les ordonnances ; (c) Cette Cour doit-elle nommer un expert pour recueillir les preuves en vue de recommander des conditions spécifiques pour de tels décrets ; (d) Cette Cour doit-elle renvoyer aux Cours de première instance avec des directives, le soin de rédiger les ordonnances dans les présentes affaires, et dans l'affirmative quelles directives les ordonnances de cette Cour devraient elles-contenir et quelles procédures les tribunaux de première instance devraient suivre pour rédiger les clauses précises d'ordonnances plus détaillées ?

(Note 14) Voir Règle 42, Règles modifiées de cette Cour (effectives le 1^{er} juillet, 1954) [347 U.S. 483, 497]

Annexe

(Version originale de la décision)

U.S. Supreme Court

Brown v. Board of Education of Topeka, 347 U.S. 483 (1954) Brown v. Board of Education of Topeka

Argued December 9, 1952

Reargued December 8, 1953

Decided May 17, 1954*

*APPEAL FROM THE UNITED STATES DISTRICT COURT
FOR THE DISTRICT OF KANSAS*

MR. CHIEF JUSTICE WARREN delivered the opinion of the Court.

These cases come to us from the States of Kansas, South Carolina, Virginia, and Delaware. They are premised on different facts and different local conditions, but a common legal question justifies their consideration together in this consolidated opinion. [Footnote 1]

[487]

In each of the cases, minors of the Negro race, through their legal representatives, seek the aid of the courts in obtaining admission to the public schools of their community on a nonsegregated basis. In each instance,

[488]

they had been denied admission to schools attended by white children under laws requiring or permitting segregation according to race. This segregation was alleged to deprive the plaintiffs of the equal protection of the laws under the Fourteenth Amendment. In each of the cases other than the Delaware case, a three-judge federal district court denied relief to the plaintiffs on the so-called "separate but equal" doctrine announced by this Court in *Plessy v. Ferguson*, 163 U. S. 537. Under that doctrine, equality of treatment is accorded when the races are provided substantially equal facilities, even though these facilities be separate. In the Delaware case, the Supreme Court of Delaware adhered to that doctrine, but ordered that the plaintiffs be admitted to the white schools because of their superiority to the Negro schools.

The plaintiffs contend that segregated public schools are not "equal" and cannot be made "equal," and that hence they are deprived of the equal protection of the laws. Because of the obvious importance of the question presented, the Court took jurisdiction. [Footnote 2] Argument was heard in the 1952 Term, and reargument was heard this Term on certain questions propounded by the Court. [Footnote 3]

[489]

Reargument was largely devoted to the circumstances surrounding the adoption of the Fourteenth Amendment in 1868. It covered exhaustively consideration of the Amendment in Congress, ratification by the states, then-existing practices in racial segregation, and the views of proponents and opponents of the Amendment. This discussion and our own investigation convince us that, although these sources cast some light, it is not enough to resolve the problem with which we are faced. At best, they are inconclusive. The most avid proponents of the post-War Amendments undoubtedly intended them to remove all legal distinctions among "all persons born or naturalized in the United States." Their opponents, just as certainly, were antagonistic to both the letter and the spirit of the Amendments and wished them to have the most limited effect. What others in Congress and the state legislatures had in mind cannot be determined with any degree of certainty.

An additional reason for the inconclusive nature of the Amendment's history with respect to segregated schools is the status of public education at that time. [Footnote 4] In the South, the movement toward free common schools, supported

[490]

by general taxation, had not yet taken hold. Education of white children was largely in the hands of private groups. Education of Negroes was almost nonexistent, and practically all of the race were illiterate. In fact, any education of Negroes was forbidden by law in some states. Today, in contrast, many Negroes have achieved outstanding success in the arts and sciences, as well as in the business and professional world. It is true that public school education at the time of the Amendment had advanced further in the North, but the effect of the Amendment on Northern States was generally ignored in the congressional debates. Even in the North, the conditions of public education did not approximate those existing today. The curriculum was usually rudimentary; ungraded schools were common in rural areas; the school term was but three months a year in many states, and compulsory school attendance was virtually unknown. As a consequence, it is not surprising that there should be so little in the history of the Fourteenth Amendment relating to its intended effect on public education. In the first cases in this Court construing the Fourteenth Amendment, decided shortly after its adoption, the Court interpreted it as proscribing all state-imposed discriminations against the Negro race. [Footnote 5] The doctrine of

[491]

"separate but equal" did not make its appearance in this Court until 1896 in the case of *Plessy v. Ferguson*, *supra*, involving not education but transportation. [Footnote 6] American courts have since labored with the doctrine for over half a century. In this Court, there have been six cases involving the "separate but equal" doctrine in the field of public education. [Footnote 7] In *Cumming v. County Board of Education*, 175 U. S. 528, and *Gong Lum v. Rice*, 275 U. S. 78, the validity of the doctrine itself was not challenged. [Footnote 8] In more recent cases, all on the graduate school

[492]

level, inequality was found in that specific benefits enjoyed by white students were denied to Negro students of the same educational qualifications. *Missouri ex rel. Gaines v. Canada*, 305 U. S. 337; *Sipuel v. Oklahoma*, 332 U. S. 631; *Sweatt v. Painter*, 339 U. S. 629; *McLaurin v. Oklahoma State Regents*, 339 U. S. 637. In none of these cases was it necessary to reexamine the doctrine to grant relief to the Negro plaintiff. And in *Sweatt v. Painter*, *supra*, the Court expressly reserved decision on the question whether *Plessy v. Ferguson* should be held inapplicable to public education.

In the instant cases, that question is directly presented. Here, unlike *Sweatt v. Painter*, there are findings below that the Negro and white schools involved have been equalized, or are being equalized, with respect to buildings, curricula, qualifications and salaries of teachers, and other "tangible" factors. [Footnote 9] Our decision, therefore, cannot turn on merely a comparison of these tangible factors in the Negro and white schools involved in each of the cases. We must look instead to the effect of segregation itself on public education.

In approaching this problem, we cannot turn the clock back to 1868, when the Amendment was adopted, or even to 1896, when *Plessy v. Ferguson* was written. We must consider public education in the light of its full development and its present place in American life throughout

[493]

the Nation. Only in this way can it be determined if segregation in public schools deprives these plaintiffs of the equal protection of the laws.

Today, education is perhaps the most important function of state and local governments. Compulsory school attendance laws and the great expenditures for education both demonstrate our recognition of the importance of education to our democratic society. It is required in the performance of our most basic public responsibilities, even service in the armed forces. It is the very foundation of good citizenship. Today it is a principal instrument in awakening the child to cultural values, in preparing him for later professional training, and in helping him to adjust normally to his environment. In these days, it is doubtful that any child may reasonably be expected to succeed in life if he is denied the opportunity of an education. Such an opportunity, where the state has undertaken to provide it, is a right which must be made available to all on equal terms.

We come then to the question presented: does segregation of children in public schools solely on the basis of race, even though the physical facilities and other "tangible" factors may be equal, deprive the children of the minority group of equal educational opportunities? We believe that it does.

In *Sweatt v. Painter*, *supra*, in finding that a segregated law school for Negroes could not provide them equal educational opportunities, this Court relied in large part on "those qualities which are incapable of objective measurement but which make for greatness in a law school." In *McLaurin v. Oklahoma State Regents*, *supra*, the Court, in requiring that a Negro admitted to a white graduate school be treated like all other students, again resorted to intangible considerations: ". . . his ability to study, to engage in discussions and exchange views with other students, and, in general, to learn his profession." [494]

Such considerations apply with added force to children in grade and high schools. To separate them from others of similar age and qualifications solely because of their race generates a feeling of inferiority as to their status in the community that may affect their hearts and minds in a way unlikely ever to be undone. The effect of this separation on their educational opportunities was well stated by a finding in the Kansas case by a court which nevertheless felt compelled to rule against the Negro plaintiffs:

"Segregation of white and colored children in public schools has a detrimental effect upon the colored children. The impact is greater when it has the sanction of the law, for the policy of separating the races is usually interpreted as denoting the inferiority of the negro group. A sense of inferiority affects the motivation of a child to learn. Segregation with the sanction of law, therefore, has a tendency to [retard] the educational and mental development of negro children and to deprive them of some of the benefits they would receive in a racial[ly] integrated school system. [Footnote 10]"

Whatever may have been the extent of psychological knowledge at the time of *Plessy v. Ferguson*, this finding is amply supported by modern authority. [Footnote 11] Any language [495]

in *Plessy v. Ferguson* contrary to this finding is rejected.

We conclude that, in the field of public education, the doctrine of "separate but equal" has no place. Separate educational facilities are inherently unequal. Therefore, we hold that the plaintiffs and others similarly situated for whom the actions have been brought are, by reason of the segregation complained of, deprived of the equal protection of the laws guaranteed by the Fourteenth Amendment. This disposition makes unnecessary any discussion whether such segregation also violates the Due Process Clause of the Fourteenth Amendment. [Footnote 12]

Because these are class actions, because of the wide applicability of this decision, and because of the great variety of local conditions, the formulation of decrees in these cases presents problems of considerable complexity. On reargument, the consideration of appropriate relief was necessarily subordinated to the primary question -- the constitutionality of segregation in public education. We have now announced that such segregation is a denial of the equal protection of the laws. In order that we may have the full assistance of the parties in formulating decrees, the cases will be restored to the docket, and the parties are requested to present further argument on Questions 4 and 5 previously propounded by the Court for the reargument this Term. [Footnote 13] The Attorney General [496]

of the United States is again invited to participate. The Attorneys General of the states requiring or permitting segregation in public education will also be permitted to appear as *amici curiae* upon request to do so by September 15, 1954, and submission of briefs by October 1, 1954. [Footnote 14]

It is so ordered.

* Together with No. 2, *Briggs et al. v. Elliott et al.*, on appeal from the United States District Court for the Eastern District of South Carolina, argued December 9-10, 1952, reargued December 7-8, 1953; No. 4, *Davis et al. v. County School Board of Prince Edward County, Virginia, et al.*, on appeal from the United States District Court for the Eastern District of Virginia, argued December 10, 1952, reargued December 7-8, 1953, and No. 10, *Gebhart et al. v. Belton et al.*, on certiorari to the Supreme Court of Delaware, argued December 11, 1952, reargued December 9, 1953.

[Footnote 1]

In the Kansas case, *Brown v. Board of Education*, the plaintiffs are Negro children of elementary school age residing in Topeka. They brought this action in the United States District Court for the District of Kansas to enjoin enforcement of a Kansas statute which permits, but does not require, cities of more than 15,000 population to maintain separate school facilities for Negro and white students. Kan.Gen.Stat. § 72-1724 (1949). Pursuant to that authority, the Topeka Board of Education elected to establish segregated elementary schools. Other public schools in the community, however, are operated on a nonsegregated basis. The three-judge District Court, convened under 28 U.S.C. §§ 2281 and 2284, found that segregation in public education has a detrimental effect upon Negro children, but denied relief on the ground that the Negro and white schools were substantially equal with respect to buildings, transportation, curricula, and educational qualifications of teachers. 98 F. Supp. 797. The case is here on direct appeal under 28 U.S.C. § 1253.

In the South Carolina case, *Briggs v. Elliott*, the plaintiffs are Negro children of both elementary and high school age residing in Clarendon County. They brought this action in the United States District Court for the Eastern District of South Carolina to enjoin enforcement of provisions in the state constitution and statutory code which require the segregation of Negroes and whites in public schools. S.C.Const., Art. XI, § 7; S.C.Code § 5377 (1942). The three-judge District Court, convened under 28 U.S.C. §§ 2281 and 2284, denied the requested relief. The court found that the Negro schools were inferior to the white schools, and ordered the defendants to begin immediately to equalize the facilities. But the court sustained the validity of the contested provisions and denied the plaintiffs admission to the white schools during the equalization program. 98 F. Supp. 529. This Court vacated the District Court's judgment and remanded the case for the purpose of obtaining the court's views on a report filed by the defendants concerning the progress made in the equalization program. 342 U. S. 350. On remand, the District Court found that substantial equality had been achieved except for buildings and that the defendants were proceeding to rectify this inequality as well. 103 F. Supp. 920. The case is again here on direct appeal under 28 U.S.C. § 1253.

In the Virginia case, *Davis v. County School Board*, the plaintiffs are Negro children of high school age residing in Prince Edward County. They brought this action in the United States District Court for the Eastern District of Virginia to enjoin enforcement of provisions in the state constitution and statutory code which require the segregation of Negroes and whites in public schools. Va.Const., § 140; Va.Code § 22-221 (1950). The three-judge District Court, convened under 28 U.S.C. §§ 2281 and 2284, denied the requested relief. The court found the Negro school inferior in physical plant, curricula, and transportation, and ordered the defendants forthwith to provide substantially equal curricula and transportation and to "proceed with all reasonable diligence and dispatch to remove" the inequality in physical plant. But, as in the South Carolina case, the court sustained the validity of the contested provisions and denied the plaintiffs admission to the white schools during the equalization program. 103 F. Supp. 337. The case is here on direct appeal under 28 U.S.C. § 1253.

In the Delaware case, *Gebhart v. Belton*, the plaintiffs are Negro children of both elementary and high school age residing in New Castle County. They brought this action in the Delaware Court of Chancery to enjoin enforcement of provisions in the state constitution and statutory code which require the segregation of Negroes and whites in public schools. Del.Const., Art. X, § 2; Del.Rev.Code § 2631 (1935). The Chancellor gave judgment for the plaintiffs and ordered their immediate admission to schools previously attended only by white children, on the ground that the Negro schools were inferior with respect to teacher training, pupil-teacher ratio, extracurricular activities, physical plant, and time and distance involved in travel. 87 A.2d 862. The Chancellor also found that segregation itself results in an inferior education for Negro children (*see note 10 infra*), but did not rest his decision on that ground. *Id.* at 865. The Chancellor's decree was affirmed by the Supreme Court of Delaware, which intimated, however, that the defendants might be able to obtain a modification of the decree after equalization of the Negro and white schools had been accomplished. 91 A.2d 137, 152. The defendants, contending only that the Delaware courts had erred in ordering the immediate admission of the Negro plaintiffs to the white schools, applied to this Court for certiorari. The writ was granted, 344 U.S. 891. The plaintiffs, who were successful below, did not submit a cross-petition.

[Footnote 2]

344 U. S. 1, 141, 891.

[Footnote 3]

345 U.S. 972. The Attorney General of the United States participated both Terms as *amicus curiae*.

[Footnote 4]

For a general study of the development of public education prior to the Amendment, see Butts and Cremin, *A History of Education in American Culture* (1953), Pts. I, II; Cubberley, *Public Education in the United States* (1934 ed.), cc. II-XII. School practices current at the time of the adoption of the Fourteenth Amendment are described in Butts and Cremin, *supra*, at 269-275; Cubberley, *supra*, at 288-339, 408-431; Knight, *Public Education in the South* (1922), cc. VIII, IX. See also H. Ex.Doc. No. 315, 41st Cong., 2d Sess. (1871). Although the demand for free public schools followed substantially the same pattern in both the North and the South, the development in the South did not begin to gain momentum until about 1850, some twenty years after that in the North. The reasons for the somewhat slower development in the South (*e.g.*, the rural character of the South and the different regional attitudes toward state assistance) are well explained in Cubberley, *supra*, at 408-423. In the country as a whole, but particularly in the South, the War virtually stopped all progress in public education. *Id.* at 427-428. The low status of Negro education in all sections of the country, both before and immediately after the War, is described in Beale, *A History of Freedom of Teaching in American Schools* (1941), 112-132, 175-195. Compulsory school attendance laws were not generally adopted until after the ratification of the Fourteenth Amendment, and it was not until 1918 that such laws were in force in all the states. Cubberley, *supra*, at 563-565.

[Footnote 5]

Slaughter-House Cases, 16 Wall. 36, 67-72 (1873); *Strauder v. West Virginia*, 100 U. S. 303, 307-308 (1880):

"It ordains that no State shall deprive any person of life, liberty, or property, without due process of law, or deny to any person within its jurisdiction the equal protection of the laws. What is this but declaring that the law in the States shall be the same for the black as for the white; that all persons, whether colored or white, shall stand equal before the laws of the States, and, in regard to the colored race, for whose protection the amendment was primarily designed, that no discrimination shall be made against them by law because of their color? The words of the amendment, it is true, are prohibitory, but they contain a necessary implication of a positive immunity, or right, most valuable to the colored race -- the right to exemption from unfriendly legislation against them distinctively as colored -- exemption from legal discriminations, implying inferiority in civil society, lessening the security of their enjoyment of the rights which others enjoy, and discriminations which are steps towards reducing them to the condition of a subject race."

See also *Virginia v. Rives*, 100 U. S. 313, 318 (1880); *Ex parte Virginia*, 100 U. S. 339, 344-345 (1880).

[Footnote 6]

The doctrine apparently originated in *Roberts v. City of Boston*, 59 Mass.198, 206 (1850), upholding school segregation against attack as being violative of a state constitutional guarantee of equality. Segregation in Boston public schools was eliminated in 1855. Mass.Acts 1855, c. 256. But elsewhere in the North, segregation in public education has persisted in some communities until recent years. It is apparent that such segregation has long been a nationwide problem, not merely one of sectional concern.

[Footnote 7]

See also *Berea College v. Kentucky*, 211 U. S. 45 (1908).

[Footnote 8]

In the *Cummin* case, Negro taxpayers sought an injunction requiring the defendant school board to discontinue the operation of a high school for white children until the board resumed operation of a high school for Negro children. Similarly, in the *Gong Lum* case, the plaintiff, a child of Chinese descent, contended only that state authorities had misapplied the doctrine by classifying him with Negro children and requiring him to attend a Negro school.

[Footnote 9]

In the Kansas case, the court below found substantial equality as to all such factors. 98 F. Supp. 797, 798. In the South Carolina case, the court below found that the defendants were proceeding "promptly and in good faith to comply with the court's decree." 103 F. Supp. 920, 921. In the Virginia case, the court below noted that the equalization program was already "afoot and progressing" (103 F. Supp. 337, 341); since then, we have been advised, in the Virginia Attorney General's brief on reargument, that the program has now been completed. In the Delaware case, the court below similarly noted that the state's equalization program was well under way. 91 A.2d 137, 149.

[Footnote 10]

A similar finding was made in the Delaware case:

"I conclude from the testimony that, in our Delaware society, State-imposed segregation in education itself results in the Negro children, as a class, receiving educational opportunities which are substantially inferior to those available to white children otherwise similarly situated."

87 A.2d 862, 865.

[Footnote 11]

K.B. Clark, Effect of Prejudice and Discrimination on Personality Development (Mid-century White House Conference on Children and Youth, 1950); Witmer and Kotinsky, Personality in the Making (1952), c. VI; Deutscher and Chein, The Psychological Effects of Enforced Segregation A Survey of Social Science Opinion, 26 J.Psychol. 259 (1948); Chein, What are the Psychological Effects of Segregation Under Conditions of Equal Facilities?, 3 Int.J.Opinion and Attitude Res. 229 (1949); Brameld, Educational Costs, in Discrimination and National Welfare (Maclver, ed., 1949), 44-48; Frazier, The Negro in the United States (1949), 674-681. *And see generally* Myrdal, An American Dilemma (1944).

[Footnote 12]

See Bolling v. Sharpe, post, p. 497, concerning the Due Process Clause of the Fifth Amendment.

[Footnote 13]

"4. Assuming it is decided that segregation in public schools violates the Fourteenth Amendment"

"(a) would a decree necessarily follow providing that, within the limits set by normal geographic school districting, Negro children should forthwith be admitted to schools of their choice, or"

"(b) may this Court, in the exercise of its equity powers, permit an effective gradual adjustment to be brought about from existing segregated systems to a system not based on color distinctions?"

"5. On the assumption on which questions 4(a) and (b) are based, and assuming further that this Court will exercise its equity powers to the end described in question 4(b),"

"(a) should this Court formulate detailed decrees in these cases;"

"(b) if so, what specific issues should the decrees reach;"

"(c) should this Court appoint a special master to hear evidence with a view to recommending specific terms for such decrees;"

"(d) should this Court remand to the courts of first instance with directions to frame decrees in these cases and, if so, what general directions should the decrees of this Court include and what procedures should the courts of first instance follow in arriving at the specific terms of more detailed decrees?"

[Footnote 14]

See Rule 42, Revised Rules of this Court (effective July 1, 1954).